

Des armes de diffusion massive : l'Unesco et le rôle essentiel des livres

Céline Giton, 28 octobre 2015

Lors de la création de l'Unesco le 16 novembre 1945, l'Acte constitutif évoque « la conservation et protection du patrimoine universel de livres », « l'échange international de représentants de l'éducation, de la science et de la culture ainsi que celui de publications » et le fait de faciliter « par des méthodes de coopération internationale appropriées l'accès de tous les peuples à ce que chacun d'eux publie ». Dans ce contexte débute, pour la première fois, ce que l'on peut qualifier de « politique mondiale du livre ».

Cette politique découle d'une philosophie qui tend à sacraliser le support écrit. Alors que de nombreux sujets prêtent à controverse à l'Unesco, le consensus est général sur le rôle bienfaiteur du livre pour l'être humain. Chargé de tous les espoirs, le livre est présenté comme le support culturel et technique indispensable au développement et au bonheur de l'humanité.

Une certaine tradition plutôt « française » conçoit le livre comme émancipateur de l'individu, à qui il apporte connaissance, épanouissement et capacité décuplée de réflexion. Ces qualités en font le support idéal du dialogue et de la compréhension entre les individus et les peuples ; les grands livres, les grands écrivains, participeraient de la définition d'un patrimoine commun à l'humanité. Un second discours, plus « anglo-saxon », présente quant à lui le livre comme l'outil indispensable à l'éducation des individus et donc au développement économique qui assure le bien-être général, et comme un support pour communiquer l'information. Ce double point de vue reflète deux visions idéologiques, selon que l'on considère l'Unesco plutôt comme l'héritière de l'Institut international de coopération intellectuelle (SDN) ou des activités éducatives entreprises à partir de 1942 par la Conférence des Ministres alliés de l'Éducation, en particulier par sa Commission des livres et des périodiques.

Quoi qu'il en soit, les éloges du livre, à l'Unesco, sont unanimes. Pour René Maheu, le livre est « par excellence, l'outil de travail individuel, l'informatrice constamment et partout disponible, le compagnon fidèle de la quête personnelle à travers le trésor collectif de savoir et de sagesse que nous ont légué les générations passées¹ ». Le philosophe chinois Lin Yutang – premier directeur de la Division des arts et lettres – avait quant à lui publié dès 1937 l'ouvrage *L'importance de vivre*, dans lequel il compare la lecture à un voyage dans le temps et dans l'espace, une discussion avec les meilleurs causeurs du monde². Quant à Emile Delavenay (service des publications), il explique en 1974 : « le livre est le grand libérateur de l'humain en l'homme, l'éclair qui établit le contact entre le temps que je vis et les temps historiques, le lieu où je me trouve et un lieu quelconque de l'univers habité³ ».

Etroitement associé dans l'esprit occidental à la notion de « civilisation », le livre apparaît comme un instrument de liberté, véhiculant les connaissances, les pensées, les idées, les symboles et les rêves élaborés par l'humanité. Réputés créer des ponts entre les sociétés humaines, les livres constituent selon Jaime Torres-Bodet un moyen efficace pour établir les défenses de la paix en créant un climat intellectuel d'amitié et de compréhension internationale⁴. « Si l'Unesco se propose d'encourager la traduction des œuvres les plus importantes dans un grand nombre de langues », écrit-il en 1949, « c'est que, par son appel à une sensibilité toute mêlée d'intelligence, par les

¹ Conférence « Le livre au service de la masse » prononcée par René Maheu le 5 juin 1964.

² Lin Yutang, *L'importance de vivre*. Paris : Editions Philippe Picquier, 2007 [1937], p 378-395.

³ Delavenay, *Pour le livre*. Paris : Unesco, 1974, p 9.

⁴ Ronald Barker et Robert Escarpit, *La faim de lire*. Paris: UNESCO, 1973, p 149.

couleurs vibrantes dont elle revêt le sentiment de la solidarité humaine, la littérature est un des plus authentiques facteurs de compréhension universelle qui se puisse trouver⁵ ».

L'Unesco souhaite ainsi mettre en avant l'existence d'un patrimoine universel de livres. Si Goethe avait parlé en son temps de *Weltliteratur*, ce concept européen-centré est repris de manière plus large après 1945, avec l'idée que la littérature mondiale se compose désormais de l'ensemble des textes produits par l'humanité. L'Unesco proclame sa volonté de rassembler les « grandes œuvres représentatives du génie des différents peuples⁶ », sans hiérarchie ou jugement de valeur a priori. Avec cette tentative, elle cherche à définir un patrimoine lui permettant de voir ses idéaux et ses valeurs incarnés dans des figures charismatiques pouvant servir de modèles de référence, afin de faire naître chez les différents peuples le sentiment de partager un héritage commun.

Le livre à l'Unesco est aussi lié à la question de l'alphabétisation, vue comme une étape importante du développement économique et social. Dans les années 1950 et 1960, à la suite des Nations Unies, l'Unesco entre dans l'« ère du développement ». Alphabétisation, éducation, livre et bibliothèque vont alors de pair ; la diffusion des livres et la création de bibliothèques accompagnent l'augmentation progressive du nombre de lecteurs dans le monde. L'accès au monde écrit est présenté comme fondamental en termes de développement, tant dans la brochure *Alphabétisation et développement* que dans un rapport préparé en 1970 pour le Conseil économique et social des Nations Unies. L'alphabétisation est rapidement considérée comme une priorité par les pays en voie de développement. Cette approche économique-sociale du livre, qui participe de l'idéal d'industrialisation prôné par l'Occident, conduit à valoriser plutôt les livres de non-fiction : textes de lecture, manuels scolaires, ouvrages scientifiques et techniques, littérature professionnelle.

Enfin, les livres sont considérés par l'Unesco comme de formidables outils de communication. La vision étatsunienne, en particulier, considère les livres avant tout comme un support pour répandre le savoir. Les Etats-Unis encouragent l'Unesco à considérer la communication comme un champ d'activité légitime ; dès 1945, Archibald McLeish (de la délégation américaine) demande à l'Unesco d'inclure les médias de masse dans ses activités⁷. Alors que la communication devient un enjeu crucial du monde moderne, cet intérêt se reflète dans différents projets. Le lancement d'un Centre international d'échanges littéraires, la collecte d'informations concernant le livre, l'harmonisation des statistiques, l'uniformisation des normes bibliographiques, l'adoption à grande échelle de la classification Dewey, participent d'un double mouvement de rassemblement de l'information au sein de réseaux planétaires et de rediffusion de cette information dans le monde. Dans ce sens, le livre n'est pas valorisé pour sa dimension esthétique, émotionnelle et patrimoniale, mais essentiellement en tant que support de communication.

Ces différentes visions du livre sont souvent entremêlées et utilisées pour expliquer et légitimer le choix des projets de l'organisation. Ceux-ci, dans le domaine du livre, explorent quatre directions principales : l'action normative, la préservation et la mise en valeur du patrimoine littéraire mondial, la professionnalisation du monde du livre et la promotion directe du livre et de la lecture.

De l'ensemble des instruments normatifs adoptés jusqu'en 1974, cinq concernent l'écrit :

- l'Accord en vue de la suppression des droits de douane pour l'importation de matériel de caractère éducatif, scientifique et culturel, dit « Accord de Florence »
- la Convention universelle sur le droit d'auteur
- la Convention concernant les échanges internationaux de publications (adoptée en 1958)

⁵ Réunion du Comité international d'experts pour la traduction des classiques, (nov. 1949), dossier 803 A064 -56

⁶ Expression utilisée par le DG de l'Unesco dans son rapport officiel concernant 1951-1952, p 185.

⁷ Carl Doka, *Les relations culturelles sur le plan international* (La Baconnière, 1959), p 120-26.

- la Recommandation sur la normalisation internationale des statistiques de l'édition de livres et de périodiques (1964)
- la Recommandation sur les statistiques relatives aux bibliothèques (1970)

L'Accord de Florence, adopté en 1950, est révisé en novembre 1976, et l'adoption du "Protocole de Nairobi" l'élargit aux nouveaux supports technologiques. Le protocole prend aussi en compte certaines demandes des pays en voie de développement, par exemple le fait que les livres pour les établissements de l'enseignement supérieur exonérés de taxes doivent avoir été explicitement recommandés par les institutions concernées dans ces pays. D'un autre côté, en affirmant que l'exemption de taxe est étendue à tous les livres et n'est plus limitée aux matériels éducatifs, scientifiques et culturels, le protocole contribue à accentuer l'inégalité du flux de livres entre pays occidentaux et non-occidentaux.

Quant à la Convention universelle sur le droit d'auteur, entrée en application en 1955 et révisée en 1971, elle résulte largement des négociations diplomatiques entreprises dans l'entre-deux-guerres avec l'objectif de rapprocher les systèmes de droit d'auteur en Amérique et en Europe. Au départ, la convention reflète surtout les intérêts des pays occidentaux producteurs de livres, mais les pays africains et plusieurs fonctionnaires de l'Unesco jouent par la suite un rôle crucial pour démocratiser l'accès aux livres dans les pays en développement, notamment à travers une réunion régionale qui se tient à Brazzaville en 1963. Suite à ces efforts, la Convention est en effet révisée afin de mieux prendre en compte les intérêts éducatifs des pays en développement, importateurs de livres.

Dans le domaine du patrimoine littéraire, les programmes menés par l'Unesco concernent l'inventaire et le microfilmage de documents et de manuscrits anciens, la collecte des traditions orales africaines, la publication d'articles, d'ouvrages et de revues sur le sujet, la mise en place d'expositions, la publication d'œuvres dans le cadre de la Collection d'œuvres représentatives et la commémoration de grands écrivains. L'Unesco met sur pied un Service mobile de microfilm qui, entre 1956 et 1961, photographie un million de pages dans huit pays d'Amérique latine. Dans le domaine des manuscrits anciens, le projet-phare, mené de 1960 à 1984 en Égypte, consiste à répertorier, déchiffrer et publier en fac-similé les manuscrits coptes de la « Bibliothèque gnostique de Nag Hammadi ». En ce qui concerne le patrimoine oral, l'Unesco contribue à la transcription par écrit de plusieurs langues africaines entre 1963 et 1968, et mène entre 1964 et 1974 un vaste programme de collecte des traditions orales africaines dans le cadre du projet d'« Histoire générale de l'Afrique », participant à la création en 1968 d'un Centre régional de documentation pour la tradition orale à Niamey.

La Collection d'œuvres représentatives apparaît quant à elle comme le projet phare de la Division des arts et lettres ; entre 1948 et 1994, elle accueille 866 œuvres de la littérature mondiale, issues de 91 langues. Il s'agit d'« encourager la traduction, la publication et la diffusion dans les grandes langues véhiculaires – anglais, français, espagnol et arabe – de textes significatifs du point de vue littéraire et culturel, bien que peu connus au-delà des frontières nationales ou du cadre linguistique d'origine ». Mais si la collection contribue à faire connaître des écrivains comme le Japonais Yasunari Kawabata (qui recevra le prix Nobel de littérature), elle touche plutôt une élite restreinte, occidentale ou occidentalisée, sans parvenir à atteindre le grand public – d'autant qu'elle n'est pas publiée directement par l'Unesco faute de moyens financiers, ce qui nuit à sa portée symbolique et à son impact.

L'Unesco lance également un programme de « commémoration des grands hommes », mettant en avant des artistes, écrivains, intellectuels, éducateurs et scientifiques du monde entier. Entre 1946 et 1965, une douzaine d'écrivains sont célébrés : Goethe, Pouchkine, Edgar Poe, Balzac, Confucius, Mickiewicz, Cholem Aleichem, Tchekhov, Tagore et Shakespeare. L'absence d'écrivains originaires d'Amérique latine, d'Afrique et du monde arabe relève de raisons

complexes, historiques mais aussi idéologiques et culturelles, ces États ayant souvent privilégié des personnalités d'éducateurs, de philosophes ou de scientifiques. De plus, l'opposition de certains États à ce programme (surtout des États-Unis) et l'absence de budget ne permettent pas de donner corps à un panthéon de la littérature universelle. En réalité, cet échec relève surtout d'un profond désaccord idéologique entre les États sur l'existence d'un héritage littéraire « commun » et sur la place et le rôle assignés aux écrivains dans la société.

Un troisième axe d'intervention consiste à favoriser la professionnalisation du monde du livre, en créant ou en soutenant écoles et centres de formation, en accordant des bourses et en organisant des stages et séminaires pour les bibliothécaires, écrivains, traducteurs, libraires et éditeurs. A travers ses études et enquêtes, l'organisation joue aussi le rôle d'un centre de ressources, et ses publications contribuent à une meilleure connaissance de la situation du livre dans le monde. Le soutien financier accordé aux réseaux de professionnels (FIAB, FID...), la création de structures « modèles », la promotion de méthodes et de normes modernes sur le modèle occidental, la publication d'ouvrages, de périodiques et de films à destination des professionnels, contribuent à la formation des professionnels du livre ainsi qu'à l'émergence d'un véritable *esprit de corps*. Avec la création de comités consultatifs internationaux, l'Unesco encourage enfin la collaboration entre professionnels ; l'organisation contribue en particulier à rapprocher les bibliothécaires et les documentalistes, et l'organisation de l'Année internationale du livre en 1972 permet de renforcer les contacts et les collaborations entre les différentes branches de la chaîne du livre.

En ce qui concerne la promotion directe du livre et de la lecture, l'Unesco mène trois types d'activités. Elle favorise la circulation des livres dans le monde à travers des programmes de don de livres, l'encouragement aux échanges internationaux de publications et à la création de centres du livre, et tente, avec un certain succès, de rééquilibrer les flux internationaux de livres, en particulier avec son système de « bons de livres » (pour lequel elle dépense 9 millions de dollars). Le succès de ce programme demeure toutefois mitigé, surtout à cause de l'attitude défavorable des États-Unis, qui le voit comme un projet concurrençant leurs propres programmes de collectes et de redistribution de livres à travers le monde⁸.

Ensuite, l'Unesco encourage la lecture avec deux programmes. Les bibliothèques constituent un axe d'intervention important, reflétant l'importance accordée à la bibliothèque dans les sociétés anglo-saxonnes. Influencée par les activités du *British Council* et de la fondation Carnegie, l'Unesco accorde des aides, des bourses et des livres à de nombreuses bibliothèques et crée des bibliothèques publiques pilotes à Delhi, Bogota, Enugu et Dakar. Une réorganisation administrative interne en 1967 et l'organisation d'une série de conférences régionales sur la planification des services de bibliothèques et de documentation marquent toutefois un tournant dans ce domaine ; la thématique des bibliothèques est désormais englobée dans une réflexion plus large concernant l'information et la documentation scientifique et technique. A partir de 1955, l'Unesco lance aussi un programme de « Textes de lecture » pour l'Asie du sud-est, avec l'idée de produire et de diffuser des textes en langues locales pour les populations nouvellement alphabétisées. Ce projet prend son essor avec la création en 1958 d'un Centre régional à Karachi ; jusqu'en 1967, ce dernier aide à la réalisation de plus de 500 publications, au contenu scientifique et pratique, en 22 langues.

Enfin, l'Unesco encourage la réflexion autour du livre et de sa promotion, en organisant des colloques et des conférences d'intellectuels, en encourageant ses États-membres à lancer des politiques nationales du livre, en créant des centres régionaux de promotion du livre et en lançant, en 1972, la manifestation symbolique que constitue « l'Année internationale du livre ». L'organisation tente d'encadrer ses États membres dans la mise en place de politiques nationales du livre tenant compte des différentes branches de la profession. Toutefois, malgré les efforts de

⁸ *Memorandum summarising current UNESCO/CARE relations* (1950), dossier 332.55:02, UNESCO/CARE.

l'organisation, seuls une vingtaine de pays sont dotés d'organismes nationaux de promotion du livre en 1972. Quant aux centres régionaux du livre (Karachi et Bogota), créés au début des années 1970, ils prennent progressivement le relais de l'action de promotion du livre menée par l'Unesco en Asie et en Amérique latine.

Mondiale, la politique du livre de l'Unesco est confrontée à la multiplicité des acteurs à prendre en compte. De manière générale, elle dépend beaucoup de l'implication personnelle de certains acteurs. En interne, on retrouve les États-membres, la Conférence générale, le Conseil exécutif, le Directeur général et le secrétariat, auxquels s'ajoutent, au-dehors, les professionnels et organisations du livre, les fondations américaines, d'autres organisations onusiennes et organisations internationales, des ONG, etc.

Certains membres du Conseil exécutif s'investissent particulièrement dans la politique du livre, d'autant qu'ils sont nombreux (52 sur 166 entre 1945 et 1974) à avoir un profil plutôt littéraire : ils sont écrivains, poètes intellectuels, directeurs d'archives ou de bibliothèques, journalistes, enseignants, éditeurs, haut fonctionnaires ou personnalités politiques en charge du livre et la culture dans leurs pays respectifs. Parmi les plus actifs, citons le Malien Amadou Hampâté Bâ, qui lance et supervise la collecte des traditions orales en Afrique ; l'Américain Luther Evans qui, avant de devenir directeur général de l'organisation, collabore à l'élaboration de la convention universelle sur le droit d'auteur ; le Tchèque Josef Groman, qui encourage les activités liées aux bibliothèques et à l'Année internationale du livre ; ou le Péruvien Ventura Garcia Calderón, qui s'investit dans la collection d'œuvres représentatives.

Quant aux fonctionnaires du secrétariat, leur rôle est crucial pour encourager, promouvoir et porter les projets. Ils sont sollicités pour le choix de donations de livres, de bibliobus, d'équipement et de matériel de microfilmage, ils assurent la mise en place et le suivi des projets d'assistance technique, mènent des missions à l'étranger, supervisent des colloques et des séminaires d'études, choisissent les experts envoyés sur le terrain, suggèrent des pistes d'actions et de développement, et mènent parfois de discrètes interventions diplomatiques auprès des gouvernements (par exemple pour la création des centres régionaux du livre et des bibliothèques pilotes, pour la promotion de la convention sur le droit d'auteur). Au siège, les activités de promotion du livre sont menées par 3 départements et 5 divisions. Les Français Jean Thomas, Roger Caillois et François Hepp, le Britannique Edward Carter, les Américains Julian Berhstock et Everett Petersen, sont des noms étroitement liés à cette politique.

Par contre, l'Unesco peine à s'attirer le soutien de personnalités prestigieuses du monde intellectuel et littéraire. Les diplomates, administrateurs et techniciens remplacent rapidement les intellectuels et les scientifiques, en partie relégués dans l'ombre par le biais du Conseil international pour la Philosophie et les Sciences Humaines. De nombreux intellectuels comme Dubuffet, Ionesco ou Benedetto Croce se montrent d'ailleurs sceptiques envers l'interventionnisme culturel et considèrent l'Unesco comme une « entreprise erronée » pétrie de contradictions entre des objectifs éthiques et des considérations politiques⁹.

L'Unesco parvient tout de même à rassembler un petit cercle informel de professionnels du livre et l'intellectuels, qui l'aident et la conseillent pour sa politique du livre. Sortes d'« ambassadeurs officieux », ces personnalités mettent leurs ressources intellectuelles et leurs réseaux au service de l'organisation. Citons pour exemple le Français Julien Cain, investi dans le développement des bibliothèques, les expositions de livres et l'Année internationale du livre, René Etiemble, qui participe au développement de la Collection d'œuvres représentatives, ou encore l'éditeur britannique Ronald Barker.

⁹ Jean Dubuffet, *Asphyxiante culture*. Paris, Editions de Minuit, 1968, p 15-16.

Les actions multiples de l'Unesco pour promouvoir le livre nécessitent enfin la collaboration active de partenaires nombreux et diversifiées, incluant l'embauche temporaire d'experts et de consultants, les membres des délégations et des commissions nationales, les autres organisations onusiennes et le PNUD, les ONG dans le domaine du livre telles que le Pen Club international, des acteurs privés (traducteurs, éditeurs, imprimeurs), ainsi que plusieurs comités consultatifs *ad hoc*. L'organisation doit aussi tenir compte du travail accompli par d'autres acteurs, en particulier les structures nationales comme le *Copyright Office* de Washington, le *British Council* et la Bibliothèque nationale de France, les organisations internationales et les fondations américaines comme la Ford, la Carnegie et la Rockefeller ainsi que le *Franklin Book Program*. L'une des principales ambitions de l'Unesco est de canaliser et de centraliser les efforts disparates de ces acteurs dans le sens d'une réelle « politique mondiale du livre ». Mais cette tâche représente un véritable défi, tant pour des raisons politiques, historiques, économiques, culturelles, idéologiques que géopolitiques.

Une fois ce panorama dressé, il reste à se demander quel a été l'impact de cette politique du livre, en particulier sur les esprits des hommes et sur la paix. Répondre à cette question est un exercice compliqué. En effet, si la politique l'Unesco a eu un impact positif évident sur le développement du livre, de la lecture et de l'éducation dans le monde, ses effets sur la promotion de la paix sont plus complexes à estimer.

La charte des Nations Unies fait référence à la coopération culturelle comme un outil de compréhension mutuelle, et en charge particulièrement l'Unesco, avec l'idée sous-jacente que la paix doit être fondée « sur la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ». Toutefois, utiliser le livre pour promouvoir la paix et la sécurité semble une tâche complexe, surtout dans une organisation culturellement et idéologiquement très hétérogène. Alors que les pays occidentaux donnent la préférence aux activités intellectuelles et à la circulation des connaissances, les pays en développement demandent à l'Unesco de s'occuper des problèmes de pauvreté et d'illettrisme, à travers l'éducation et l'assistance technique. En 1949, Jaime Torres Bodet estime qu'afin de servir la cause de la paix, l'Unesco doit se concentrer sur les besoins concrets de l'humanité, et non apparaître comme une sorte d'académie intellectuelle prêchant les vertus d'un pacifisme théorique. Cette manière indirecte de contribuer à la paix en vient à occuper finalement une part centrale des programmes de l'Unesco.

L'idéal de compréhension mutuelle entre les peuples remplace désormais l'idéal aristocratique des échanges intellectuels entre les élites, et ce, d'autant plus que la culture devient accessible à tous. Mais si l'Unesco encourage la « compréhension mutuelle », elle ne peut prouver scientifiquement par quel processus une meilleure compréhension objective et intellectuelle des autres conduirait naturellement à des relations de paix et de collaboration avec eux. De manière générale, cette limite est inhérente à la difficulté de relier, par une relation de cause à effet, l'éducation et la culture à la paix. Progressivement, dans les années 1970, de nombreuses personnalités, comme Sulwyn Lewis, Paul Lengrand et Jacques Havet, expriment leurs doutes quant à l'efficacité des échanges culturels internationaux pour promouvoir la compréhension et la paix. En 1975, Jacques Rigaud estime aussi qu'il est vain d'espérer de la culture une réconciliation entre les hommes car elle est « l'expression d'aspirations contradictoires et porte en elle tous les germes de ce qui peut nous opposer les uns aux autres¹⁰ ».

Le raisonnement est le même pour la littérature. Nombreux sont les intellectuels qui considèrent que les livres n'encouragent pas forcément la paix. Gaston Bouthoul, par exemple, relève que « même la poésie populaire chante les faits d'armes et les héros qui les accomplissent, beaucoup

¹⁰ Jacques Rigaud, *La culture pour vivre*. Paris: Gallimard, 1975, p 12-13.

plus fréquemment que la paix¹¹ ». Comme l'écrivain français Pascal Bruckner le souligne, « il n'y a jamais passage obligé de l'œuvre à la vie. Je puis tout en lisant oublier mes préjugés, communier avec l'univers d'un écrivain chinois ou sud-américain, me sentir de plain-pied avec une autre époque, d'autres mœurs, cela ne change en rien mon ouverture d'esprit dès lors que j'abandonne l'espace littéraire¹² ».

Malgré tout, le livre demeure l'un des piliers de l'action de l'Unesco. Dans les premiers temps, les grandes puissances occidentales tentent d'instrumentaliser – avec un certain succès – cette politique du livre, non seulement afin de légitimer une vision occidentale du rôle et de la place du livre dans la société, mais aussi dans le cadre de leurs politiques nationales de rayonnement culturel et linguistique dans le monde. L'Unesco sert en particulier de relais aux conceptions américaines à plusieurs niveaux : promotion de la conception de la bibliothèque publique comme lieu d'animation culturelle ; promotion de politiques planifiées et centralisées des bibliothèques ; conception architecturale des bibliothèques ; distribution d'ouvrages de langue anglaise dans le monde ; promotion de la classification Dewey.

Plus généralement, l'Unesco peine à éviter l'écueil de l'occidentocentrisme, depuis l'imposition dans les pays en développement des concepts mêmes d'alphabétisation, de droit d'auteur ou de bibliothèque, jusqu'à la focalisation du programme de commémoration des grands hommes sur des écrivains d'Occident. L'occidentocentrisme se manifeste aussi du point de vue linguistique, l'usage des grandes langues véhiculaires (anglais, français et espagnol) étant quasi systématique pour les publications, conférences, séminaires et activités de formation professionnelle.

Toutefois, cette politique constitue aussi un phénomène interactif et évolue avec le contexte international. Le livre connaît des mutations considérables au XX^e siècle, tant du point de vue de la forme, du contenu que de son usage social, éducatif et récréatif. A l'échelle globale, en tant que support imprimé moderne, véhicule d'idées, de culture et d'imaginaire, le livre est approprié, détourné, utilisé par les non-Occidentaux. Par un processus d'acculturation et de réappropriation, un grand nombre de pays de culture traditionnelle non écrite, aux populations de plus en plus alphabétisées, voient fleurir écrivains et livres témoignant de leur existence – et de leur résistance – littéraire. La deuxième moitié du XX^e siècle est ainsi le témoin de l'émergence de nouveaux pôles d'excellence, comme en témoigne l'ouverture du prix Nobel de littérature sur le monde à partir des années 1960.

Avec les mouvements de décolonisation et la découverte des principes démocratiques, les pays ex-colonisés dénoncent certaines pratiques impérialistes liées au livre, tels les programmes de don de livres ou l'imposition de pratiques bibliothéconomiques non adaptées, et réclament une adaptation des règles du droit d'auteur pour tenir compte de leurs besoins éducatifs. Ces revendications rejoignent plus largement une certaine remise en cause de la suprématie de l'écrit imposée par les Occidentaux. Des voix s'élèvent pour revendiquer l'oralité comme importante source historique et culturelle et pour prôner un rééquilibrage entre écrit et oral. L'évolution de la politique de l'Unesco entre les années 1950 et les années 1970 montre que l'organisation accompagne ce phénomène, dont elle devient même progressivement, par différents aspects, une sorte de porte-parole.

D'un autre côté, leurs élites politiques et économiques du monde entier n'ont pas tendance à encourager l'accès de tous les livres au plus grand nombre. Les États non démocratiques - mais pas seulement - se montrent prudents par rapport au potentiel subversif et émancipateur du livre. Le choix de l'Unesco de promouvoir d'abord les livres spécialisés et techniques, au détriment de livres

¹¹ Gaston Bouthoul, *La paix*. Paris: PUF, 1974, p 21-22.

¹² Pascal Bruckner, "Faut-il être cosmopolite?", *Esprit* 12, décembre 1992.

plus littéraires semble aussi correspondre à cette idée ; les gens ordinaires doivent être conseillés dans leurs lectures par l'école et les bibliothèques. Selon la philosophe américaine Martha Nussbaum, « les pédagogues préoccupés de croissance économique ne se contentent pas d'ignorer les arts. Ils les redoutent. Une sympathie cultivée et développée est un ennemi particulièrement redoutable de la fermeture d'esprit, alors qu'un esprit moralement obtus est nécessaire à l'application des programmes de développement économique qui ignorent l'inégalité¹³ ».

De ce point de vue, le souhait affiché de « démocratiser » le livre et la lecture, comme celui d'encourager la traduction et la production de livres en langues vernaculaires, apparaissent courageux mais ambigus pour une organisation intergouvernementale. Ils posent d'importantes questions non seulement en termes de contenu (potentiellement subversif) des livres promus, mais aussi en termes d'alphabétisation et de création littéraire dans des langues minoritaires : autant de domaines pouvant conduire à une remise en cause du modèle économique de l'industrialisation, du modèle politique de l'État nation centralisé, et du modèle culturel de l'imposition, au niveau national, d'une langue et d'une culture unifiées au détriment des particularismes locaux et régionaux.

La politique du livre de l'Unesco a eu de nombreux aspects positifs : des bibliothèques ont été créées, des milliers de gens ont été alphabétisés dans le monde, la circulation des livres s'est améliorée, de nombreux professionnels du livre ont été formés, des archives et des manuscrits précieux ont été microfilmés et sauvés, etc. Pour Michael Keresztesi, « l'Unesco est parvenue à standardiser de nombreux domaines professionnels, comme les statistiques, la description bibliographique ou la terminologie¹⁴ ». Dans son ouvrage *The Uses of Literacy*, Richard Hoggart évoque de son côté l'intérêt des campagnes d'alphabétisation et conclut qu'« en dépit de ses échecs invraisemblables, baroques et déconcertants, l'Unesco demeure l'une des institutions les plus porteuses d'espoir qui ait été créée durant ce siècle ambigu¹⁵ ».

En contribuant à répandre le livre dans le monde, l'Unesco a aussi contribué à en faire un instrument d'émancipation, un support pour dénoncer l'ethnocentrisme occidental, un moyen de partager les imaginations et de perpétuer les littératures orales. Sa politique du livre a eu, par conséquent, des résultats relativement différents des objectifs officiels concernant la paix et la stabilité. Au contraire, elle a, dans un sens, contribué à encourager la démocratie et l'émancipation individuelle grâce aux livres, car la littérature « bouscule les idées reçues, remet en cause des certitudes, perturbe nos cadres cognitifs, prête voix à ceux qui n'en ont pas, et donne à voir [...] les zones d'ombre, la face noire de nos sociétés¹⁶ ».

En conclusion, la politique du livre illustre bien les difficultés et les ambiguïtés de l'Unesco dans son ensemble. Elle montre que, même lorsque les actions sont basées sur des idéaux nobles et humanistes, la multiplicité des acteurs, des cultures et des défis, reflétant la diversité de l'humanité, rend très difficile la mise en place d'une politique mondiale dans quelque domaine que ce soit. Malgré tout, cette politique a permis à l'organisation d'afficher une opposition symbolique aux impérialismes culturels et linguistiques exprimés, durant la même période, par les grandes puissances et les grandes fondations américaines, et elle a contribué à répandre le livre dans le monde, à mettre en valeur les littératures non occidentales et le patrimoine oral et, plus généralement, à constituer un support pour la reconnaissance de la diversité culturelle, littéraire et linguistique de l'humanité.

¹³ Martha Nussbaum, *Les émotions démocratiques*. Paris : Climats/Flammarion, 2011, p 35.

¹⁴ Michael Keresztesi, *The contribution of UNESCO to library education and training*, p 254.

¹⁵ Richard Hoggart, cité dans Nicholas Sims, "Servants of an Idea", in *Millennium* 11, 1982, p 67.

¹⁶ Alexandre Prstojevic, *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France*. Paris : Seuil, 2011.